



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ  
portant prescriptions complémentaires  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE  
Communes d'ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État de deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 actualisant la situation administrative de l'unité de production de légumes en conserve et surgelée située au 30, chaussée Brunehaut à d'ESTREES-MONS et de MONCHY-LAGACHE et autorisant l'extension des capacités de stockage de surgelés par la construction d'une chambre froide ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le changement d'exploitant intervenu le 10 avril 2018 au bénéfice de la S.A.S BONDUELLE EUROPE LONG LIFE, dont le siège social est situé rue Nicolas Appert, BP 30173 à VILLENEUVE D'ASCQ (59653) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2021 actualisant les conditions d'aménagement et d'exploitation du site située au 30, Chaussée Brunehaut à ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE ;

**Vu** les dossiers de l'exploitant « Porter à connaissance » du 26 août 2021, du 11 mai 2022, du 9 juin 2022 et du 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

**Vu** le rapport et les propositions du 29 août 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du 2 septembre 2024, reçu le 6 septembre 2024 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2021 ;
2. par courrier, la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE a transmis, à la préfecture de la Somme et à l'inspection des installations classées, plusieurs dossiers de porter-à-connaissance ;
3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 29 août 2024, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions des arrêtés préfectoraux du 14 février 2011 et 2 mars 2021 autorisant la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE, dont le siège social est situé à La Woëstyne, 59173 RENESCURE, à exploiter ses installations au 30 chaussée Brunehaut à ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE, sont modifiées et complétées par les articles ci-dessous.

### **ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées ou supprimées par le présent arrêté :

Références des actes préfectoraux antérieurs	Nature de la modification
Arrêté préfectoral d'autorisation du 14 février 2011	<ul style="list-style-type: none"><li>• l'article 4.1.1 est modifié par les dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;</li></ul>
Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>• l'article 1.1.4 est modifié par les dispositions de l'article 4 du présent arrêté ;</li></ul>

Les autres dispositions des différents arrêtés préfectoraux citées restent en vigueur tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 3. – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Le premier alinéa de l'article 4.1.1 de l'arrêté du 14 février 2011 est ainsi modifié :

« Les prélèvements d'eau en provenance de la nappe qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités à 3 420 000 m<sup>3</sup>/an. »

Cette disposition est effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

#### **ARTICLE 4. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Les rubriques suivantes sont modifiées :

Rubriques	Capacité totale	Régime (*)	Libellé	Détail des installations ou activités concernées par la demande
4735-1-a	48,25 t	A	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	SDM 8 : 8 t SDM 4 : 10,2 t SDM 5 : 4,5 t SDM 6 : 4,2 t SDM A : 4,7 t SDM B : 4,7 t SDM C : 6,5 t SDM 11 : 5 t Eau glacée : 450 kg  <b>Soit une quantité totale d'ammoniac de 48,25 tonnes</b>
2921-a	35 334,9 kW	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	<u>Conserverie :</u> Un circuit semi-ouvert en continu comprenant 1 tour aéroréfrigérante de 6 977 kW (tour JACIR, refroidissement des eaux de stérilisation).  <u>Surgélation :</u> Une installation (Circuit fermé type condenseur évaporatif en continu) comprenant 14 tours aéroréfrigérantes pour le refroidissement de la surgélation (échangeur d'ammoniac) d'une puissance de 28 357,9 kW  <b>Soit une puissance totale de 35 334,9 kW</b>

#### **ARTICLE 5. – DÉPLOIEMENT DES SOLUTIONS DE RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU**

L'exploitant déploie les solutions proposées conformément au porter à connaissance de référence « R001-1617987-003 V03 » déposé le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Un échéancier pourra être proposé le cas échéant.

Si une solution de réduction des prélèvements complémentaire est proposée pour respecter les niveaux de prélèvement fixés à l'article 3 à l'échéance fixée, l'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées, avant toute mise en œuvre ladite solution complémentaire, les éléments d'appréciation permettant de juger de son efficacité comme de son caractère notable et/ou substantiel, conformément aux articles R.122-2 et 181-46 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6. – PLAN D'ACTION SÉCHERESSE**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan d'action sécheresse à jour précisant les actions mises en place afin de respecter les restrictions d'usages de l'eau en période de sécheresse.

#### **ARTICLE 7. – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois aux mairies de ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée dans les mairies de ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE pour être tenue à la disposition du public.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire à la préfecture de la Somme.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 8. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **ARTICLE 9. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, les maires de ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE.

Amiens, le 07 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD